
M.E.S., Numéro 129, Vol.1, juillet – août 2023

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 29 juillet 2023



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, juillet - août 2023

INSECURITÉ ALIMENTAIRE ET LOGIQUE DES ACTEURS DANS LE TERRITOIRE DE DIBAYA.

par

Moineau LUBILU MANDE

*Assistant, IBTP-Luebo,
Apprenant D.E.S en Sociologie, Université de Kinshasa,*

Pascal TSHINGOYI MALUMALU

Assistant, UPKAN

Olivier MUNONGO MUKENDI

*Chef de Travaux, CIDEP Kananga, Doctorant en sociologie,
Université de Kinshasa*

Résumé

La présente étude s'inscrit dans le cadre de la recherche d'une meilleure compréhension de l'insécurité alimentaire et les différentes logiques que les acteurs impliqués sont porteurs dans ce milieu, depuis des décennies. Vécu au quotidien, le phénomène de l'insécurité alimentaire dans ce territoire n'épargne personne. Tous les acteurs chacun en ce qui le concerne, se caractérisent par une logique propre, en dépit de la lutte menée contre l'insécurité alimentaire. Les conflits qui se dégagent s'ouvrent à des affrontements, aux contradictions loin de toute cohésion sociale. Ainsi donc, c'est plus leurs intérêts qui comptent au premier plan en lieu et place du fléchissement de la famine.

Mots-clés : *insécurité, alimentaire, logique, acteurs.*

Abstract

This study is part of the search for a better understanding of food insecurity and the different logics that the actors involved carry in this environment for decades. Experienced on daily basis, the phenomenon of food insecurity in this territory spares no one. All the actors, every one in what concerns him, are characterized by his own logic, despite the fight waged against food insecurity. The conflicts that emerge leads up to clashes with contradictions far from any social cohesion. So their interests come first instead of the decline of the famine.

INTRODUCTION

La discussion dans laquelle nous nous engageons porte sur la lutte contre l'insécurité alimentaire qui constitue le souci majeur de tout acteur du monde, y compris celui de la RD Congo. Le choix de cette étude est porté sur le territoire de Dibaya, dans la Province du Kasai Central et nous pensons que les conclusions qui en résulteront peuvent être appliquées à l'ensemble du territoire national, la RD Congo.

Dans cette discussion, le premier point présente l'état des lieux de l'insécurité alimentaire; c'est-à-dire nous allons brosser la situation générale de l'insécurité alimentaire au niveau national, provincial et local. Le second point va se focaliser sur les différents acteurs qui interviennent dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, et pour terminer, le troisième point engagera le débat de fond autour des logiques des acteurs face à l'insécurité alimentaire et une conclusion bouclera la boucle de cette réflexion. Abordons le premier point sur l'état des lieux de l'insécurité alimentaire.

I. ETAT DES LIEUX DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE

En jetant un regard avisé sur la cartographie mondiale, nous sommes arrivés au constat selon lequel l'alimentation se compte parmi les plus inaliénables droits de l'homme, lorsqu'on sait qu'elle relève du domaine de tout ce qui se rapporte à l'apport de la nourriture permettant

à un organisme vivant de fonctionner. C'est au regard de cet intérêt porté sur elle qu'en 1966, lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies (ONU) tenue à Rome, toutes les parties prenantes avaient reconnu de façon unanime que « *le droit humain à l'alimentation est un droit d'avoir un accès régulier, permanent et libre, soit directement, soit au moyen d'achat monétaire, d'une nourriture qualitativement et quantitativement adéquate et suffisante, correspondant aux traditions culturelles du peuple dont est issu le consommateur, et qui assure une vie psychique et physique, individuelle et collective, libre d'angoisse, satisfaisante et digne*¹ ». Cependant, parmi les droits de l'homme, celui relatif à l'alimentation connaît une certaine entorse dans bon nombre des parties de la planète. On sait de mémoire que la sécurité alimentaire d'un pays est largement tributaire de la qualité des politiques économiques et sociales conçues et mises en œuvre par les gouvernants, car ce sont eux qui pourvoient aux conditions de l'implémentation des actions qui ont un impact significatif sur l'augmentation de la production agricole intérieure et sur l'accès des populations à la nourriture.

Dans ce domaine, l'image que renvoie la République Démocratique du Congo (RDC) dans le concert des nations est de plus écornée qui soit pour autant plus qu'en cette matière, le pays nourrit des paradoxes criants lorsqu'on connaît les énormes potentialités dont regorge ce pays et la sous-alimentation dont est victime une partie de la population qui vit au quotidien les affres de la faim, la malnutrition et la sous-alimentation caractérisées. Il s'avère à ce jour qu'en RD Congo, le nombre des personnes sous-alimentées a presque quadruplé, « passant de 14,4 millions en 1990, à 43,9 millions entre 2004 et 2006 et la prévalence du taux de malnutris est passée de 29 à 75% (70% entre 2000-2002)² ». Ces chiffres corroborent les résultats de l'enquête menée en 2008 par le PAM et l'Institut National de la Statistique qui font état de la situation alimentaire « globalement préoccupante pour l'ensemble du pays et une large exposition des populations aux risques de l'insécurité alimentaire grave et urgente³ ».

Les données sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition en RD Congo montrent que, malgré les récentes embellies économiques observées durant cette dernière décennie, les indicateurs n'ont pas progressé. Selon le rapport de 2017, « près de 5,9 millions des Congolais étaient touchés par une insécurité alimentaire aiguë, et 3,9 millions d'enfants souffraient de la malnutrition aiguë. Parmi les enfants, 1,9 millions d'entre eux souffraient de graves malnutritions. En juin 2018, environ 13,1 millions des personnes étaient estimées en phase 3 et 4 de crise et d'urgence représentant 23% de la population rurale des 101 sur 145 territoires de la RD Congo. Toutes les enquêtes EFSA, menées en 2019 à travers le pays, démontrent que 73% à 86% des ménages ont la consommation alimentaire pauvre ou limitée, et 35% à 75% des ménages ont recouru, à au moins une stratégie de crise ou d'urgence. Et aussi l'enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS6) révèle qu'environ deux enfants de moins de cinq ans sur cinq, accusent un retard de croissance et que 7% sont émaciés⁴ ». Ici, il faut signaler que ces proportions sont plus élevées en milieu rural qu'en milieu urbain. À l'issue des analyses d'IPC réalisées entre juillet et décembre 2019, 26% de la population analysée, sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë (phase 3 et 4), dont plus de 4 millions en situation d'urgence (phase 4). Et les projections de janvier à mai 2020, renseignent qu'environ 13,24 millions des personnes, soit 28% seront en situation de l'insécurité alimentaire aiguë (phase 3 et 4) dont 3,4 millions en situation d'urgence (phase 4). Ces indicateurs prouvent à suffisance que la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en RD Congo se détériore chaque année. Ce tableau

¹ Résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 16 décembre 1966.

² Idem.

³ Rapport d'enquête de la Division provinciale du plan et INSS., MIC 2008, pp.23-24.

⁴ NAMBUWA BILA R., *Les marchés de la RD Congo : problématique et solution*, s.e. 2021, p.3.

sombre est consécutif à la situation difficile que traverse le pays depuis plus de trois décennies. Cette situation alarmante est vécue presque dans toutes les provinces, dont le Kasai Central fait partie, et aussi le territoire de Dibaya.

Nahavandi F. note que « en dépit de la recherche d'une progression accélérée du secteur secondaire, l'agriculture occupe plus de la moitié de la population des pays du tiers monde. Or, la production réalisée est loin d'être à la hauteur des effectifs occupés et l'insécurité alimentaire règne dans beaucoup de pays⁵ ». Ce qui ne nous empêche pas d'arriver à ce constat qu'aujourd'hui dans l'ensemble du territoire de Dibaya, et dans la quasi-totalité de ses villages, la production agricole n'est pas proportionnelle aux besoins alimentaires normaux, surtout avec les méthodes traditionnelles et aux rentes qui ne favorisent pas une production à grande échelle. Voilà pourquoi Le Roy pense pour sa part que « si les famines sont plus rares, la sous-nutrition demeure un problème essentiel. Si entre 1960 et aujourd'hui, les disponibilités alimentaires mondiales ont augmenté d'environ 20% par habitant, cette moyenne est loin de refléter la réalité selon laquelle des millions de personnes par an meurent directement ou indirectement de faim et que beaucoup souffrent de la sous-nutrition et de carences diverses, notamment celles en protéines⁶ ».

En effet, en RD Congo, l'appareil étatique à partir de novembre 1965, avait claironné à quiconque voulait l'entendre qu'au Zaïre, « l'agriculture devenait la priorité des priorités » être sécurisé de toutes mesures d'accompagnement sérieuses. Plus d'un demi-siècle de l'indépendance acquise après, l'arrière-pays dont le territoire de Dibaya peine toujours à sortir de sa situation alimentaire catastrophique en dépit d'importantes interventions en ce domaine par des Organisations non Gouvernementales (ONG). Cette situation de malnutrition généralisée est restée pareille, et le problème de l'insécurité alimentaire est constamment pendant.

La RD Congo, en dépit de ses énormes potentialités agricoles en termes de terres arables, continue à croupir dans la faim. La même situation alimentaire pénible ci-haut citée n'épargne pas la Province du Kasai Central en général, et le territoire de Dibaya en particulier, qui vit l'insécurité alimentaire tant sur le plan de la demande que sur celui de l'offre. Ce qui donne l'occasion à la pauvreté de gagner en dimension chaque jour. Le taux de malnutris augmente, la mortalité tant infantile que maternelle est toujours élevée, la nourriture est de mauvaise qualité et insuffisante.

Aussi, la majorité des paysans de Dibaya accusent un pouvoir d'achat trop faible, dès lors qu'ils fondent leur survie sur une agriculture de subsistance pratiquée sur des petites portions des terres à l'aide des méthodes traditionnelles et avec des outils rudimentaires. A cause de l'exode rural que Dibaya vit au quotidien, seules les personnes de troisième âge constituent désormais la main d'œuvre disponible, cependant que le reste des jeunes vont dans les carrières de diamant en vue d'un gain rapide et substantiel. Tous ces faits concourent de façon évidente à la baisse sensible de la production agricole dans ce milieu. Ce qui avait poussé la Banque Mondiale à noter dans son rapport annuel que « pareille situation de faim chronique sape la production et rend des gens plus vulnérables aux maladies, surtout lorsque cette production est en baisse, la majorité de la population sombre dans la crise alimentaire⁷ ».

⁵ NAHAVANDI F., *Du développement à la globalisation : histoire d'une stigmatisation*, Ed. Déboeck, Bruxelles, 2005, p.186.

⁶ LE ROY, P., *La faim dans le monde*, s,l, Éd. Marabout, 1999, p. 64.

⁷ Banque Mondiale, *Rapport annuel*, 2008, p. 88.

Pour ce faire, il importe que les acteurs originaires de Dibaya, qu'ils soient ailleurs ou habitant le terroir ainsi que les leaders d'opinion, de tout bord de se soutenir en se tenant la main dans la main pour changer cette situation de l'insécurité alimentaire dans ce territoire afin de vaincre la faim définitivement et éradiquer l'indifférence qui se caractérise jusqu'à ce jour, par le sentiment d'exclusion des autres par les acteurs versatiles qui se singularisent dans les médisances, les contradictions et les trahisons des uns vis-à-vis des autres et les amener à travailler dans l'ordre dispersé sans aucune coordination dans l'exécution de leur plan d'actions.

Le vrai développement doit se centrer sur l'homme, donc le développement c'est « être » et non seulement « avoir ». Car avec la volonté et le savoir-faire, tout est possible pour changer les choses. Lorsque les acteurs ont les soucis du changement, ils s'y donnent pour pouvoir trouver une solution durable à ce problème alimentaire qui ronge la population de Dibaya, c'est possibles parce que l'union fait la force, dit-on.

II. PRESENTATION DU TERRITOIRE DE DIBAYA

Dans son analyse, Munongo note que « le territoire de Dibaya fut créé par l'Ordonnance n°168/2 du 28 Novembre 1913, de l'Administrateur Général du Congo Belge, territoire qui s'étendait alors au-delà de ses limites situées jusque dans l'actuelle province du Kasai Oriental, et qui connut un dénombrement après l'accession du pays à l'indépendance en trois territoires notamment, Kabeya Kamuanga, Kamiji dans le Kasai Oriental et Dibaya dans le Kasai Central. Le territoire de Dibaya est limité : à l'Est, par le territoire de Kazumba ; à l'Ouest par les territoires de Kamiji et Kabeya Kamuanga du Kasai Oriental ; au Nord par le territoire de Dimbelenge ; au Sud par le territoire de Luiza et la ville de Mwene Ditu. Le territoire de Dibaya est parmi les cinq territoires qui composent la province du Kasai Central⁸».

III. DES ACTEURS ET LEURS ENJEUX EN MATIERE DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE

3.1. Des acteurs

Un acteur est toute personne ou groupe de personnes physiques ou morales qui conjuguent leurs efforts pour apporter une solution à un problème précis. En ce qui concerne cette étude, est acteur tout partenaire qui contribue stratégiquement avec soit, les moyens matériels, financiers, physiques et humains dont ils se servent pour essayer de venir à bout de ce problème crucial et préoccupant de l'insécurité alimentaire. Ces acteurs sont actifs et opérationnels, et peuvent être internes et externes.

3.2. Du type d'acteurs œuvrant dans la lutte contre l'insécurité alimentaire

En parlant des acteurs, Debust les catégorise en deux types : « les acteurs institutionnels et les acteurs non institutionnels. Les acteurs institutionnels sont ceux qui disposent d'une autorité légitime (les pouvoirs politiques à différents niveaux) et/ou d'un pouvoir accordé dans un cadre institutionnel reconnu (direction d'institutions religieuses, éducatives, économiques, et sociales). Les acteurs non institutionnels sont ceux qui ne sont pas nantis de cette autorité ou d'un pouvoir d'origine institutionnelle et qui peuvent, dans certains cas, se constituer en collectif et/ou en regroupement (comité de défense, association...)»⁹. Ces différents acteurs ont la lourde et difficile mission d'améliorer les conditions de vies de la population qui croupit sous le poids d'une crise alimentaire criante et d'une misère noire en ce 21^{ème} siècle. Ils sont au service du peuple et réfléchissent pour trouver la solution au problème de leurs compatriotes

⁸ MUNONGO Mukendi Olivier, *La situation alimentaire dans le territoire de Dibaya. Vie actuelle*, Kananga, ISDR-T, 2000, p. 24

⁹ DEBUST, F., Acteurs, stratégies et logiques d'actions, in F Debust et Gérard, 2001, pp. 56-89.

et/ou de toute la communauté. Ils sont des étoiles qui brillent dans le firmament, des leaders qui entraînent les autres à provoquer le changement pour booster le développement dans leurs milieux. C'est de ce genre d'hommes dont la société a grandement besoin, car ils sont des acteurs réponses.

Chacun de ces acteurs pose des actions en visant certains intérêts avec une logique de positionnement en fonction des objectifs fixés. Parmi les acteurs, les paysans sont considérés comme les premiers dans cette analyse, deuxièmement le pouvoir public ou acteurs institutionnels, et troisièmement les acteurs non-institutionnels, tels que les organisations non gouvernementales, les leaders religieux, les associations et coopératives de développement qui sont les membres de la société civile, et enfin nous voyons les bailleurs de fonds au niveau international. Ce sont ces acteurs que nous avons observés sur terrain.

En ce qui nous concerne, nous rejoignons la pensée de Bakole wa Ilunga dans le sens qu'il note pour sa part qu' « *un intellectuel est au service de la vérité parmi ses frères et sœurs. Alors, la société a grandement besoin de tels témoins courageux. Des acteurs qui ne sont pas toujours nécessairement des hommes ou des femmes de science ; par un apprentissage et par expérience de la vie, ils cherchent à trouver les solutions durables pour leur communauté. Ceci constitue pour eux une expertise avec laquelle, ils peuvent contribuer pour la réussite de leur communauté ou société¹⁰* ». Il est essentiel de savoir qu'un acteur reste clairvoyant pour sa communauté.

3.2.1. Les paysans

Les paysans sont les principaux acteurs qui collaborent avec les autres et demeurent en interrelation avec eux d'une manière rationnelle ; ils militent pour le bien-être de la communauté toute entière. Ces paysans peuvent éviter la naïveté aveugle sans leur consentement, et leur participation citoyenne responsable. Dans leurs interrelations, la collaboration doit être équilibrée. Les paysans ne doivent pas être complexés et/ou enfermés en eux-mêmes. Ils doivent s'ouvrir aux autres en étant sensibles aux innovations pour la réussite de leurs activités et pour l'amélioration des conditions de leur existence. Ils ne doivent pas être non seulement des imitateurs, mais aussi des innovateurs.

Les paysans sont considérés dans ce contexte comme des noyaux autour desquels gravitent les autres acteurs pour pouvoir lutter contre l'insécurité alimentaire à Dibaya. Ils ne doivent pas non plus attendre que toutes les initiatives viennent des autres acteurs. Car le développement extraverti est toujours temporaire. Il faut une lutte de grande envergure pour une auto-prise en charge par les paysans eux-mêmes. L'aide des autres partenaires doit venir en appui.

3.2.2. Des acteurs étatiques

Deux sous-catégories se dégagent ici : « les opérateurs politiques (Gouvernement, Parlement, au niveau central, provincial et entités territoriales décentralisées) et les services techniques (administration) chargés d'assurer l'exécution des mesures prises au niveau politique. Plusieurs types des relations doivent se tisser entre ces différents corps et la tutelle. C'est ainsi que la Constitution de la RD Congo a prévu des matières qui relèvent spécifiquement du Gouvernement central, du Gouvernement provincial, mais aussi des matières qui se règlent de manière concurrente par les deux instances¹¹ ».

Chaque acteur étatique connaît ainsi son rôle et les limites de son pouvoir par rapport

¹⁰ BAKOLE wa Ilunga., *Intellectuel face au développement du pays*, Kananga, Éd. De l'Archidiocèse de Kananga, 1984, p. 25.

¹¹ NGALAMULUME Tshiebue, G., *Le développement rural en RDC. Quelles réalités possibles ?*, Louve la-neuve, Éd. Academia, 2016, p. 68.

aux autres, car tout est déjà défini dans les textes et le partage des responsabilités de tout un chacun. « Le gouvernement central a pour mission de définir les politiques agricoles et de sécurité alimentaire pour tout le pays, en assurant la mise en œuvre et le suivi dans son exécution. Il fixe le modèle d'applicabilité de chaque programme avec des indicateurs précis. Il appuie le secteur agricole, celui de l'élevage, et la pisciculture pour garantir à toute la population de la nourriture en quantité suffisante et de bonne qualité. Il doit veiller à la disponibilité sur le marché de la nourriture afin que ceux qui disposent des moyens financiers s'en procurent. Cette série d'acteurs est revêtue du pouvoir de réglementer les prix des aliments et de veiller à la continuité de la production agricole pour faciliter à chacun de manger à sa faim¹² ».

Cette réglementation permettra aussi la commercialisation des productions agricoles. Elle accompagne ces mesures avec un suivi rigoureux. Elle fait appliquer correctement les mesures d'hygiène pour les denrées alimentaires, pour prévenir les maladies à sa population; protéger convenablement la santé de celle-ci, car le problème de l'hygiène alimentaire devient quasiment celui de santé publique dans le territoire de Dibaya.

Lopez et Mutchnik notent dans leur analyse que « L'Etat a le pouvoir d'organiser le marché et renforcer l'environnement institutionnel. Il doit mettre en place des mesures incitatives pour encourager des telles initiatives en revoyant les prix des taxes et impôts afin d'encourager les structures en milieu rural¹³ ». Le Gouvernement tant national que provincial dans leur configuration actuelle est en mesure de bien payer les ouvriers pour permettre à ces derniers de mieux rendre service à la nation. Les salaires que touchent les fonctionnaires sont modiques, et favorisent la corruption à grande échelle. Au niveau provincial, on doit être en mesure d'élaborer, conformément à la politique nationale, le programme agricole en fixant les objectifs quantitatifs et qualitatifs réalistes. La province s'occupera des aspects exécutoires de ce programme sous la coordination du Gouvernement Central qui est donc le responsable direct devant le Parlement national.

Il faut savoir que selon la constitution de la RD Congo, d'autres matières sont exclusivement décentralisées, telles que l'agriculture, le développement rural, la santé, l'enseignement primaire, secondaire et professionnel qui relèvent de l'autorité provinciale.

Toutefois, plusieurs contradictions sérieuses se font jour à cause de certains faits de négligence. Toutes les planifications ainsi que les prescrits des textes légaux et réglementaires ne sont suivis d'aucun effet et croupissent dans les tiroirs des ministères. On ne sent pas leur impact dans le mécanisme de suivi dans l'application effective des programmes agricoles et dans leur développement au niveau tant national, provincial que local. A ce propos, Ngalamulume G., note « qu'il en est ainsi au niveau des territoires et des secteurs, en dépit de l'existence d'un cadre de concertation au niveau national, provincial et local, cadre qui réunit les acteurs de tout bord pour réfléchir ensemble sur des problèmes qui surviennent dans ces secteurs et d'en proposer des pistes de solutions¹⁴». Comme on le voit, ce sont les institutions étatiques qui sont initiatrices des projets de développement locaux. Ce sont elles qui connaissent les problèmes prioritaires qui nécessitent une intervention qui pourrait booster le développement du milieu et améliorer les conditions de vie des populations.

De manière générale, « le Gouvernement provincial et les services publics provinciaux mettent en œuvre les directives du Gouvernement central dans le secteur agricole dans le cadre de la décentralisation, la production agricole et la commercialisation des intrants qui doivent

¹² Idem.

¹³ LOPEZ E et J. MUTCHNIK., Petites entreprises et grands enjeux, Tome I, Éd., L'Harmattan, 1997, p. 64.

¹⁴ NGALAMULUME Tshiebue., *Op.cit.* p. 97.

être réglementés, les campagnes agricoles (date d'ouverture officielle pour la vente des produits de la saison ,vente de licence d'achat des produits agricole), les infrastructures de base, le régime agraire, la formation et la recherche agricole, la supervision des programmes, des projets et l'encadrement des activités de terrain¹⁵». Quant au parlement, les élus du peuple ont le pouvoir d'élaborer les lois en tenant compte de certaines réalités contextuelles du pays. Ces lois visent à rendre le développement une réalité et non un mythe. Les lois du pays favorisent le développement durable, et permettent que chaque citoyen soit en mesure de se résoudre le minimum des besoins alimentaires. Ces lois doivent sécuriser la population.

Dans plusieurs conférences agricoles provinciales réalisées au Kasai, les acteurs réfléchissent, discutent souvent sur la situation des secteurs agricoles en analysant les principales préoccupations, en relevant les opportunités et en proposant des actions concrètes et réalistes. Curieusement, au niveau du territoire, rien ne se fait concrètement surtout lorsqu'on constate que les députés provinciaux ne jouent pas pleinement leur rôle dans la mesure où, ils ne se focalisent que sur l'argent et ne se battent que pour leurs intérêts égoïstes en oubliant le peuple qui leur avait conféré ce mandat. Cette réalité dans le territoire de Dibaya où les députés issus de cette entité n'arrivent pas d'éditer des lois qui peuvent contribuer à éradiquer ce phénomène.

3.2.3. Des acteurs de la Société civile

3.2.3.1. Autour de la Société civile

Les réalités que la société civile représente sont multiformes, plus anciennes et difficilement saisissables. Ses manifestations anciennes les plus perceptibles sont des ONG de développement. « Les ONG de développement s'organiseront, plus tard, en Conseil National de ONG de développement (CNONG). C'est à l'initiative et autour de cette plateforme que s'organisera la Société Civile de la RD Congo. Le 21 avril 1991, à la veille de sa participation à la Conférence Nationale Souveraine (CNS).

3.2.3.2. De la Mission et du rôle de la Société civile

Depuis plusieurs décennies, l'Etat a réduit le budget du secteur social pour augmenter celui de la sécurité et investir dans des secteurs porteurs. Il s'en est suivi la paupérisation de la population par le chômage, la corruption, la pauvreté. « Devant cette faillite de l'Etat et le musellement des partis politiques, la société civile est considérée comme la seule force sociale capable de défendre et d'assurer les intérêts des populations. Elle doit amplifier son action dans les domaines de développement durable, de la lutte contre la pauvreté, de la sécurité alimentaire, de l'aménagement et de la réparation des routes de desserte agricole, de la protection des droits humains, de la paix, de la protection de la femme et de la défense de ses droits, de la lutte contre le tribalisme et la corruption et de la formation¹⁶ ».

La Société Civile en RD Congo est un réseau des citoyens organisés en associations en dehors du pouvoir gouvernemental et institutionnel de l'Etat, intéressés à l'amélioration de la qualité de vie de la population, connaissant ses devoirs et obligations et engagés à défendre ses droits et liberté. Malheureusement, cette Société Civile n'a pas un leadership national unique. Plusieurs tentatives pour la regrouper au niveau national sous une coordination unique n'ont pas abouti. Cet effort s'est toujours buté au problème de l'existence de plusieurs tendances courantes ou plates-formes. Même alors, la Société Civile en RD Congo dans toute sa diversité constitue une force non négligeable dans la sauvegarde des intérêts de la population.

Leur apport se trouve dans l'encadrement des paysans, le renforcement de capacités des

¹⁵ *Idem.*

¹⁶ NGALAMULUME Tshiebue., *Op.cit.* p. 81.

paysans, la vulgarisation des nouvelles techniques culturelles de façon à augmenter la production agricole.

Les ONG agricoles sont parmi les acteurs actifs qui militent pour la lutte contre la malnutrition et la sous-alimentation. Elles aident les paysans à sortir du gouffre de la misère, surtout dans les milieux ruraux du grand Kasaï en général, et dans le territoire de Dibaya en particulier. Ceci doit amener les paysans à la prise de conscience pour améliorer leurs conditions de vie.

3.2.4. Des bailleurs des fonds

Les bailleurs de fonds, jouent un rôle d'appui et d'accompagnement des associations paysannes en moyens financiers, matériels et même en intrants agricoles. Ils assurent d'une manière rationnelle, le renforcement des capacités avec des sessions de formation en techniques appropriées des travaux champêtres et de l'élevage. Ces partenaires, à réduction tant soit peu la vulnérabilité alimentaire et la souffrance des populations paysannes.

IV. Logiques des acteurs face à l'insécurité alimentaire à Dibaya

Les enquêtes de terrain nous ont poussé d'une part, à adapter de façon critique et épistémologique, les opinions de nos enquêtés, et d'autre part, à rendre leur essence intelligible. Notre effort va consister à analyser les propos tenus, les attitudes observées et les actes posés par nos enquêtés dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. Il s'agit pour nous de saisir les rapports dialectiques et d'établir, ce faisant, une lecture pour chacune des actions menées. Pour cela, nous présentons les données recueillies et dégageons la base de ces différentes contradictions qui justifient la persistance de cette insécurité alimentaire et les logiques des acteurs qui apparaissent en opposition à la lutte contre la pauvreté.

La production agricole à Dibaya se situe en deçà des attentes, et par conséquent, elle ne peut satisfaire à la demande des ménages dans l'année. Les paysans manquent de la semence et boutures améliorées des maniocs. Étant donné ce déficit de production, les différents ménages s'évertuent à vendre une partie de celle-ci pour couvrir leurs autres besoins sociaux, notamment, la scolarité des enfants, les soins de santé, l'habillement et autres besoins des ménages. Les distances entre les milieux d'habitation et les champs sont relativement longues, les paysans le préfèrent ainsi pour éviter le vol et que les animaux domestiques ne viennent endommager les champs.

L'accès à la terre est aléatoire à Dibaya selon qu'on n'est pas originaire de Dibaya ou que l'on est. Mais ceux qui sont plus victimes, sont les non originaires dans ce territoire. A cause de cela, les jeunes émigrent pour aller voir et tenter leur chance ailleurs vers d'autres centres urbains ou vers des carrières minières (Kasaï Oriental, Kasaï et Katanga).

La majorité des clients qui viennent acheter les produits vivriers est étrangère ainsi que ceux qui font le petit commerce. La majorité de la population rurale de Dibaya s'abreuve en eau des rivières et des sources non aménagées, et mangent le plus souvent un repas chaud le soir. Il s'agit du repas constitué de bidia (fufu) à base de la farine de manioc mélangé à la farine de maïs aux légumes. En d'autres termes, on mange le repas chaud presque tard au point que les enfants dorment, et on les réveille de sommeil pour manger. On note dans cette alimentation, une certaine monotonie. Manger de la viande, du poisson à Dibaya est une chance. Aussi, cette sous-alimentation touche les enfants dont l'âge varie de zéro à cinq ans, les femmes enceintes et/ou allaitantes et les personnes de troisième âge. Les paysans originaires maltraitent les autres non originaires lorsque ces derniers refusent de partager la production agricole avec ceux qui leur avaient octroyé les portions de terre pour cultiver. Ces derniers deviennent des sujets de mépris par les autres membres de la communauté au détriment de la cohésion sociale. Ce qui va pousser ces personnes à quitter ces milieux en cherchant où ils peuvent vivre en paix.

Les acteurs ont développé des logiques différentes, mais contradictoires par rapport à cette situation de précarité alimentaire. Pour leur survie, les paysans se lancent dans le ramassage et la cueillette ainsi que dans l'activité informelle. Cette vie les pousse à la débrouillardise. Quant aux acteurs institutionnels, ils sont loin d'avoir une même vision avec les acteurs de la société civile et des bailleurs de fonds. Chaque acteur vise ses intérêts et développe une logique contraire à celle des autres. Parfois ils se contredisent, et se querellent, comme les latins disent : « homo lupus lupum » « l'homme est un loup pour l'homme ». Aussi estiment-ils que pareille situation est délibérément entretenue par les dirigeants qui les exploitent et qui s'enrichissent sur leur dos.

La perception d'accommodation qui traduit l'adage populaire : « nzala batu bayishima », c'est-à-dire « qu'on peut tromper la faim »; est tellement enracinée dans la conscience collective qu'elle semble avoir la valeur de loi. De là, l'acceptation de cette insécurité alimentaire comme mode de vie et qui a généré ce comportement de résignation de tout un peuple qui s'estime déjà vaincu. De même, cet autre proverbe : « kulala kua panshi nkuetu kua kale » traduit la routine et la réalisation de l'accommodation comme l'envers de l'assimilation.

Au terme de cette étude, reconnaissons toutefois que ce combat de tout instant à Dibaya contre l'insécurité alimentaire exige la participation de tous les acteurs à tous les niveaux de leurs responsabilités pour le bien-être communautaire. Il n'y a que par ce combat commun qu'on peut booster le développement intégral, participatif et harmonieux à Dibaya.

L'intégration d'une nouvelle vision commune par les acteurs en menant ce travail en synergie, au départ d'un même objectif doit s'éclater en stratégies plurielles et cohérentes pour vaincre cette insécurité alimentaire. Cela n'est possible qu'en mettant au-devant l'éducation et la formation des paysans, la volonté politique effective, la vulgarisation des nouvelles techniques culturelles, le respect strict de calendrier agricole, la création d'un climat de paix, gage de tout développement, le financement des associations paysannes et des coopératives. Ainsi, la prise de conscience des acteurs reste le leitmotiv pour renverser la pyramide de la faim et de la précarité alimentaire dans ce territoire. Les résultats de cette recherche suggèrent que l'auto-détermination des acteurs permettra de travailler en synergie et en gardant l'unité dans la diversité et en brisant le fossé qui existe entre les gouvernés et les gouvernants, c'est-à-dire en créant une cohésion sociale qui donnera de l'espoir à ce peuple qui se voit déjà condamné par la faim et par l'insécurité alimentaire. Tel est là notre apport dans la lutte contre l'insécurité alimentaire qui a déjà fait son lit dans ce territoire de Dibaya au Kasai Central.

CONCLUSION

En guise de conclusion, nous voyons que l'insécurité alimentaire persiste dans le territoire de Dibaya, malgré le nombre des acteurs qui interviennent dans ce domaine, mais la situation ne s'améliore pas. Ainsi donc, il convient que les logiques des acteurs poussent à avoir une vision commune et permettent à travailler en synergie. Les acteurs doivent avoir le même objectif qu'ils doivent éclater en stratégies plurielles et cohérentes pour vaincre cette insécurité alimentaire. Cela n'est possible qu'en mettant au-devant l'éducation et la formation des paysans, la volonté politique effective, la vulgarisation des nouvelles techniques culturelles, et le respect strict de calendrier agricole, la création d'un climat de paix, gage de tout développement, le financement des associations et des coopératives devant constituer une solution durable dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.

Les logiques des acteurs doivent primer sur les conditions naturelles et dépasser les simples sentiments de haine, de jalousie et de tribalisme qui les détruisent à petit feu. Les acteurs devraient privilégier l'agriculture comme un travail prioritaire, un processus social de renversement des logiques personnelles.

BIBLIOGRAPHIE

- BAKOLE wa Ilunga., Intellectuel face au développement du pays, Kananga, Éd. Archidiocèse de Kananga, 1984.
- Banque Mondiale., L'Afrique Subsaharienne, de la crise à la croissance durable, s.d, 1988.
- Coordied-Congo., enjeux actuels de la société civile de la RDC et perspective de la coopération, Kinshasa, Éd. Cepas, 2003.
- DEBUST, F., Acteurs, stratégies et logiques d'actions, in F Debust et Gérard, 2001.
- LE ROY, P., La faim dans le monde, s,l, Éd. Marabout, 1994.
- LOPEZ E et J. Mutchnik., Petites entreprises et grands enjeux, Tome I, Éd. Le Harmattan, 1997.
- LUBO Yambele., Mondialisation, politiques de développement et pauvreté en RDC, Kinshasa, Éd. P.U.K, 2015.
- NAHAVANDI Firouzeh., Du développement à la globalisation histoire d'une stigmatisation, Bruxelles, Éd, Déboeck, 2005.
- NGALAMULUME Tshiebue., Le développement rural en RDC. Quelles réalités possibles ? Louve la-neuve, Éd. Academia, 2016.
- Rapport d'enquête de la Division provinciale du plan et INSS., MIC 2008
- Résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 16 Décembre 1966.
- TSHIONZA Mata et Vanderhust., Sécurité alimentaire en Afrique des Grand-Lac, analyse et étude de cas. Bukavu, RDC, 1998.
- [http:// www.ictsd.org/bridges-news](http://www.ictsd.org/bridges-news).